

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Acquisition et l'installation d'équipements de laboratoire de réalité virtuelle au profit de PCEP/UVBF

AVIS DE MARCHÉ DE FOURNITURES

PROJET : Projet de Construction et d'Équipement Partiel de l'Université Virtuelle du Burkina Faso (PCEP-UV/BF)

SOURCE DE FINANCEMENT : Accord de Prêt de la BOAD N°BF 2022063/PR BF 2022 37 00 du 25 novembre 2022

Procédure régionale

Appel d'Offres Régional N°2026-005/MESRI/SG/DMP du 23 juin 2026 pour l'acquisition et l'installation d'équipements de laboratoire de réalité virtuelle au profit de PCEP/UVBF

DESCRIPTION DU PROJET

1. Description du marché

Le **Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation** a sollicité et obtenu de la Banque Ouest Africaine de Développement des fonds, afin de financer le **Projet de Construction et d'Équipement Partiel de l'Université Virtuelle du Burkina Faso (PCEP-UV/BF)**, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition et à l'installation d'équipements de laboratoire de réalité virtuelle au profit de PCEP-UV/BF.

Les équipements seront fournis au **siège de l'Université Virtuelle du Burkina Faso sis à Ouagadougou**.

Le **Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation** sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition d'équipements de laboratoire de réalité virtuelle au profit de PCEP –UV/BF. **Cette initiative répond au besoin croissant d'assurer une inclusion numérique optimale et de soutenir les étudiants dans leur apprentissage en ligne. Les acquisitions sont en lot unique et aucune variante n'est autorisée.**

2. Nombre et intitulés des lots

Lot unique : Acquisition et installation d'équipements de laboratoire de réalité virtuelle au profit de PCEP-UV/BF

CONDITIONS DE PARTICIPATION

3. Éligibilité et règle de l'origine

La participation à cet appel d'offres régional tel que défini dans le *Guide des procédures de passation des marchés et règles d'attribution des contrats financés par la BOAD* est disponible à l'adresse suivante <https://www.boad.org/fr/opportunites/documentation-passation-de-marches/>, concerne les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Régional et qui ne sont pas frappés par les dispositions desdites directives.

I. La participation au marché est ouverte aux personnes morales (participant soit individuellement, soit dans un groupement - consortium – de soumissionnaires) :

- II. La participation aux appels d'offres est ouverte à toute personne morale d'un État éligible conformément à l'instrument financier utilisé : Accord de Prêt de la BOAD : N°BF 2022063/PR BF 2022 37 00 du 25 novembre 2022
- III. La participation aux appels d'offres est ouverte aux organisations internationales (par nature quel que soit le lieu où elles siègent). Les Organisations Internationales n'ont en effet à ce titre pas de nationalité. Ce sont des entités formées par au moins deux États et reconnues comme telles par un État tiers. Leur acte fondateur les définit comme non sujettes aux lois nationales du pays de leur Siège ;
- IV. Lorsque le financement couvre une opération mise en œuvre par l'intermédiaire d'une initiative régionale, la participation aux appels d'offres est ouverte à toute personne morale qui est éligible en vertu du point 1) ainsi qu'à toute personne physique et morale d'un État participant à l'initiative concernée ;
- V. Lorsque le financement couvre une opération cofinancée avec un État tiers, la participation aux appels d'offres est ouverte à toute personne morale qui est éligible en vertu du point 1) ainsi qu'à toute personne morale éligible en vertu des règles dudit État tiers.

Tous les biens fournis dans le cadre du présent marché doivent être originaires de ces pays.

4. Nombre d'offres

Les soumissionnaires peuvent soumettre une offre en lot unique. Les offres ne portant que sur une partie d'un lot ne seront pas prises en considération. Tout soumissionnaire peut indiquer dans son offre qu'il consentira une remise au cas où son offre serait retenue. Les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre pour une variante en plus de leur offre pour les fournitures requises dans le dossier d'appel d'offres. Dans le cas d'une variante, l'évaluation se fera sans la variante.

5. Situations d'exclusion

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration signée, incluse au formulaire de soumission pour un contrat de fournitures, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées au point 2.2.2 du *Guide des Procédures de passation des marchés et règles d'attribution des contrats financés par la BOAD*.

6. Possibilités de sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée

7. Garantie de bonne exécution

Il sera demandé à l'attributaire de fournir une garantie de bonne exécution égale à 7 % de la valeur du marché à la signature du contrat. Cette garantie doit être fournie avec le contrat contresigné dans un délai de 15 jours à compter de la réception par le soumissionnaire du contrat signé par le **Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**. Si l'attributaire ne fournit pas la garantie requise dans le délai imparti, le contrat sera frappé de nullité.

8. Réunion d'information et/ou visite de site

Une réunion d'information et/ou de visite de site ne seront pas organisées.

9. Validité des offres

Les offres sont valables pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

10. Date prévue de commencement du marché

29 décembre 2026

11. Période de mise en œuvre des tâches

Du 29 décembre 2026 au 28 mars 2027.

CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

12. Critères de sélection

Les critères de sélection suivants seront appliqués aux soumissionnaires. Dans le cas où les offres seraient soumises par un consortium, ces critères de sélection s'appliqueront au consortium dans son ensemble :

1) Capacité économique et financière du soumissionnaire

- a) Chiffres d'affaires : avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen (calculé sur les années de 2025, 2024 et 2023) : quatre-vingt-dix millions (90 000 000) Francs CFA.
- b) Bilan financier certifié : sans objet
- c) Ressource nécessaire pour l'exécution du présent contrat : avoir une ligne de crédit de dix-huit millions (18 000 000) francs CFA

2) Capacité professionnelle et technique du soumissionnaire

- a) Certification professionnelle : avoir un agrément technique du Domaine 5 catégorie unique en informatique pour les entreprises installées au Burkina Faso.

Pour les non nationaux justifier la capacité d'exercer dans le domaine par une autorisation officielle, attestée par l'inscription au registre de commerce ou par tout autre pièce officielle équivalente en fonction de la législation du pays du soumissionnaire.

- b) Références similaires : avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années (2025, 2024 et 2023) au moins une (01) expérience similaire de quarante-cinq millions (45 000 000) Francs CFA HT et justifiées par la fourniture d'une copie des pages de garde et de signature des contrats ainsi que des procès-verbaux de réception provisoire ou définitive sans réserve.

c) Personnel minimum en rapport avec le présent marché :

- ✓ Un (01) technicien en informatique avec au minimum un BAC + 3 en informatique, électronique ou équivalent et ayant au minimum un (01) an d'expérience dans le domaine de la maintenance des équipements informatiques et d'une (01) référence similaire dans le domaine des prestations de maintenance des équipements informatiques
- ✓ Ou un (01) ingénieur de travaux en génie électrique (BAC+3) en électronique, électromécanique ou électrotechnique) et ayant au minimum 1 an d'expériences dans le domaine de la maintenance des équipements informatiques et d'une (01) référence similaire dans le domaine des prestations de maintenance des équipements informatiques.

NB : pour le personnel joindre les CV actualisés datés et signés des intéressés ainsi que les photocopies légalisées des diplômes

16. Critères d'attribution

Prix

SOUMETTRE UNE OFFRE

17. Comment obtenir le dossier d'appel d'offres ?

Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après au **Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation** sise à Koulouba, avenue Houari Boumediene, au 2^{ème} étage de l'immeuble TSR, au côté ouest de la pharmacie de Koulouba, téléphone (+226) 70 67 01 06 à compter du 28/07/2026 entre 7h30 à 12h30 et de 13h00 à 16h00 GMT les lundi, mardi, mercredi et jeudi et 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 GMT le vendredi auprès de la Direction des Marchés Publics du MESRI contre un paiement non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** au lot unique. La méthode de paiement sera en espèce à la régie de la Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers (DG-CMEF/MEF). Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés ou adressé à leur frais par **remise main à main** au **secrétariat de la Direction des Marchés Publics**.

Les offres doivent être rédigées uniquement au moyen du formulaire type de soumission pour les marchés de fournitures inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont les dispositions et la présentation doivent être strictement respectées.

Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à la **Directrice des Marchés Publics du MESRI** et déposé au **Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation** sise à **Koulouba, avenue Houari Boumediene, au 2^{ème} étage de l'immeuble TSR, au côté ouest de la pharmacie de Koulouba, téléphone (+226) 70 67 01 06** (avec mention de la référence de publication indiquée au point 1) au moins douze (12) jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 18. L'autorité Contractante répondra aux questions au moins huit (08) jours avant la date limite de soumission des offres. Des éclaircissements ou des changements mineurs au dossier d'appel d'offres sont publiés au plus tard huit (08) jours avant la date limite de soumission des offres dans les mêmes canaux ayant servi à la publication de l'Avis de marché.

18. Date limite de soumission des offres

Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après : **au Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sise à Koulouba, avenue Houari Boumediene, au 2^{ème} étage de l'immeuble TSR, au côté ouest de la pharmacie de Koulouba, téléphone (+226) 70 67 01 06** au plus tard le **27/08/2026 à 09h00mn GMT**. Toute offre reçue après la date et l'heure limites ne sera pas prise en considération.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant d'un million sept cent mille (1 700 000) F CFA. Les offres devront demeurer valide pendant une durée de **90 jours** à compter de la date limite de soumission. **Le délai d'exécution est de quatre-vingt-dix (90) jours.**

19. Séance d'ouverture des offres

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, le cas échéant, d'un observateur indépendant à l'adresse : **Burkina Faso, Ouagadougou, salle de réunion de la Direction des Marchés Publics du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sise à Koulouba, avenue Houari Boumediene, au 2^{ème} étage de l'immeuble TSR, au côté ouest de la pharmacie de Koulouba, téléphone (+226) 70 67 01 06** au plus tard le **27/08/2026 à 09h 00mn GMT**.

20. Débriefing

Toute entreprise qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été retenue doit en faire la demande. L'autorité contractante communiquera dans les plus brefs délais par écrit l'explication du rejet de son offre. Si le soumissionnaire fait la demande d'assister à une réunion de **débriefing**, il devra en assumer tous les coûts.

21. Langue de la procédure

Toutes les communications écrites de cet appel d'offres doivent être faites en français.

22. Base juridique

Le *Guide des Procédures de passation des marchés et règles d'attribution des contrats financés par la BOAD*, disponible à l'adresse www.boad.org/politiques-procedures-directives.

N.B. : L'Autorité contractante se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel d'offres.

Bassissama Viviane KABORE/OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon
Chevalier de l'OIPA/CAMES
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques

Information importante

Seule la version des quotidiens disponible sur le site web de la DGCMEF est officielle et authentique.

Toute autre copie ou diffusion en dehors de cette plateforme n'a aucune valeur légale.

<http://www.dgcmef.gov.bf>